

DECISION N°2016-0708/ARCOP/ORAD

sur recours del'Ets WENDYAM SARL contre les résultats provisoires de l'appel d'offres ouvert n°2016-001/RCOS/PSNG/CKYO/SG pour les travaux de construction d'un (01) complexe sanitaire et de deux (02) salles de classes (lots 01 et 03).

**L'ORGANE DE REGLEMENT AMIABLE DES DIFFERENDS
STATUANT EN MATIERE DE LITIGE :**

- Vu** le décret n°2014-554/PRES/PM du 27 juin 2014 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;
- Vu** le décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public et ensemble ses modificatifs ;
- Vu** le décret n°2008-374/PRES/PM/MEF du 02 juillet 2008 portant réglementation de la maîtrise d'ouvrage publique déléguée ;
- Sur** recours par lettre en date du 09décembre 2016del'établissement WENDYAM SARL contre les résultats provisoires de l'appel d'offres ouvert ci-dessus cité ;

présidé par Monsieur Oumarou BASSAVE, membre de l'Organe de règlement amiable des différends (ORAD) ;

en présence de :

- Monsieur Soumaïla BARRO, membre de l'ORAD ;
- Monsieur Doudou DOUMBIA, membre de l'ORAD ;
- Messieurs Moïse BAKORBA et B. Adama OUEDRAOGO, assurant le secrétariat de l'ORAD ;

et en présence des représentants des parties :

- au titre du requérant, MonsieurTimothé ZONGO, représentant ETS WENDYAM SARL ;

- au titre de l'autorité contractante, Monsieur Ousmane TAPSOBA, représentant de la Commune de KYON ;

après avoir délibéré conformément à la réglementation ;

rend la présente décision fondée sur la régularité du recours, les faits et moyens exposés ci-après ;

EN LA FORME :

sur la compétence,

considérant que les résultats provisoires de l'appel d'offres sus visé restent soumis aux dispositions du décret n°2008-173/PRES/PM/MEF du 16 avril 2008 portant réglementation générale des marchés publics et des délégations de service public et ses modificatifs n°2012-123/PRES/PM/MEF du 02 mars 2012 et n°2013-1148/PRES/PM/MEF du 12 décembre 2013 ;

considérant qu'aux termes de l'article 28 du décret n°2014-554 ci-dessus visé, l'ORAD est compétent en matière de litige dans la phase de passation de la commande publique ;

considérant que le recours concerne les résultats provisoires de l'appel d'offres n°2016-001/RCOS/PSNG/CKYO/SG pour les travaux de construction d'un (01) complexe sanitaire et de deux (02) salles de classes (lots 01 et 03) ;

qu'il y a lieu de dire que l'ORAD est compétent pour en connaitre ;

sur la recevabilité,

considérant qu'aux termes de l'article 30 du décret n°2014-554 ci-dessus visé, «Tout candidat ou soumissionnaire s'estimant injustement évincé des procédures de passation de la commande publique, doit, avant de saisir l'ORAD, exercer un recours auprès de l'autorité contractante.

Ce recours est une demande écrite indiquant les références de la procédure de passation et exposant les motifs de sa réclamation. Il est adressé à l'autorité contractante avec accusé de réception ou déposé contre récépissé. Il doit invoquer une violation caractérisée des textes en la matière. Il doit être exercé dans un délai de trois (03) jours ouvrables à compter de la publication de l'avis d'attribution dans la revue de la commande publique, de la communication de la lettre d'invitation ou du dossier de demande de propositions.

L'autorité contractante est tenue de répondre à cette réclamation dans un délai de trois (03) jours ouvrables au-delà duquel le défaut de réponse sera constitutif d'un rejet implicite du recours.

En cas de rejet implicite, le requérant dispose de deux (02) jours ouvrables pour saisir l'ORAD. En cas de notification d'une réponse de rejet, il dispose de cinq (05) jours ouvrables pour saisir l'ORAD. » ;

considérant que les résultats provisoires de l'appel d'offres précité ont été publiés dans le quotidien des marchés publics n°1938 du lundi 06 décembre 2016, et que le délai de recours préalable auprès de l'autorité contractante courait jusqu'au 09 décembre 2016 ; que l'Ets WENDYAM SARL a exercé son recours préalable auprès du maire de la commune de KYON par lettre en date du 07 décembre 2016 ; que celui-ci a répondu par lettre en date du 09 décembre 2016 ; que le requérant a alors saisi l'ORAD par lettre en date du 09 décembre 2016 ; que cependant, le recours a été exercé en violation des dispositions de l'article 33 du décret n°2014-554/PRES/PM du 27 juin 2014 précité en ce que la réponse de l'autorité contractante n'a pas été jointe au recours devant l'ORAD ;

que dès lors, il convient de le déclarer irrecevable ;

par ces motifs ;

DECIDE :

-qu'il est compétent ;

-que le recours de Ets WENDYAM SARL est irrecevable ;

-que l'appel d'offres sus visé reste soumis aux dispositions du décret n°2014-554/PRES/PM du 27 juin 2014 portant création, attributions, organisation et fonctionnement de l'Autorité de régulation de la commande publique ;

-que le Secrétaire permanent de l'Autorité de régulation de la commande publique est chargé de notifier aux parties et à la Direction générale du contrôle des marchés publics et des engagements financiers la présente décision qui sera publiée partout où besoin sera.

Ouagadougou, le 15 décembre 2016

Le Président de séance

Oumarou BASSAVE
Chevalier de l'Ordre national